



Rebonds

Economiques

Le protectionnisme masque l'impuissance du politique

Par Philippe MARTIN

QUOTIDIEN : lundi 8 janvier 2007

Philippe Martin est professeur à l'université Paris-I Panthéon Sorbonne.

A intervalles réguliers, la tentation protectionniste revient en France. C'est le cas aujourd'hui avec l'aval des principaux candidats ainsi que du Premier ministre. Celui-ci a invité à la Conférence sur l'emploi et les revenus Emmanuel Todd, qui prône un protectionnisme à l'échelle européenne, à l'instar du livre de l'ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, Hakim El Karoui (*L'Avenir d'une exception*, Flammarion). Evoquée lors de la mise en place du marché unique et existant déjà pour le secteur agricole, l'idée d'une forteresse Europe n'est pas nouvelle. Une politique protectionniste européenne contre les pays à bas salaires manquerait cependant sa cible pour deux raisons. Le problème de l'emploi en France n'est que très peu lié aux importations des pays à bas salaires (qui ne représentent qu'un peu plus de 10 % de nos importations) et il reflète beaucoup plus les faiblesses de notre système de formation et de notre marché du travail. Toutes les études empiriques concluent que le rôle de la concurrence des pays à bas salaires sur l'emploi (même industriel, le plus affecté) reste mineur. L'arrivée du chômage de masse en France est d'ailleurs bien antérieure à l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale.

Deuxièmement, le problème du chômage ne se pose pas de la même manière dans les pays européens. Certains, plus ouverts que nous au commerce avec les pays visés, ont aussi un chômage beaucoup plus faible. Proposer une politique au niveau européen (la politique commerciale est de toute façon du ressort européen) ne suffit donc pas à inverser l'erreur de diagnostic sur l'origine des problèmes d'emploi en France. S'il existe un problème spécifiquement français vis-à-vis des pays émergents, il est plutôt que nous ne parvenons pas (contrairement à l'Allemagne ou aux pays scandinaves) à leur exporter suffisamment. Des mesures protectionnistes sur leurs exportations ne serviraient donc à rien.

On est aussi étonné de l'utilisation faite par les «nouveaux» protectionnistes des travaux économiques. A cet effet, un article récent de Paul Samuelson (1), l'un des pères de la théorie classique du commerce international, est souvent cité sans qu'il soit clair qu'il ait été lu. Son message est que la croissance de la Chine n'est pas dans toutes les circonstances une bonne nouvelle pour nous. Si la Chine voit sa productivité augmenter dans les secteurs où nous sommes exportateurs, les prix des biens que nous exportons et notre pouvoir d'achat peuvent en effet baisser. En supposant que c'est l'ouverture au commerce qui permet à la Chine de faire des gains de croissance qui, en retour, nous appauvrissent, alors la mondialisation peut de fait se retourner contre nous. L'article de Samuelson ne peut cependant servir à légitimer des mesures protectionnistes contre la Chine que si l'on pense qu'elles réussiront à éliminer sa croissance. On peut douter que ce soit possible ou même souhaitable.

On lit souvent aussi que les économistes fondent leur défense du libre-échange sur la base exclusive d'un modèle théorique, celui des avantages comparatifs, que l'arrivée de la Chine rendrait obsolète. On tombe des nues : cela fait au moins trente ans que ce qu'on appelle les nouvelles théories du commerce international ont intégré les effets de taille des pays (en l'occurrence celle de la Chine) et de la concurrence imparfaite. L'avantage comparatif y joue un rôle secondaire. Ces travaux étant délibérément ignorés, il est aisé d'avancer qu'il existerait une religion libre-échangiste fondée sur la seule théorie. C'est en fait exactement l'inverse : la théorie économique fournit des arguments à la fois pour et contre la libéralisation des échanges. Si la majorité des économistes se méfie du protectionnisme (comme Samuelson, dans la conclusion de son article), c'est plutôt sur la base d'arguments pragmatiques et empiriques établis : l'expérience des politiques protectionnistes est pour le moins décevante. Elles permettent à certains groupes (en général proches du pouvoir politique) de s'enrichir au détriment des consommateurs. Elles freinent l'innovation, les gains de productivité et donc la croissance. Si des emplois dans les secteurs protégés sont temporairement sauvés, d'autres sont détruits, dans les secteurs importateurs de biens intermédiaires taxés ou dans les secteurs exportateurs qui subissent les rétorsions commerciales des pays dont on taxe les exportations. Croit-on en effet que la Chine resterait sans rien faire si les Européens taxaient ses produits ? Pourquoi les emplois détruits par les mesures protectionnistes seraient-ils moins légitimes ?

Finalement, le discours protectionniste dédouane d'avance les politiques de toute responsabilité dans le domaine de l'emploi, et on peut se demander si ce n'est pas la raison pour laquelle ils le reprennent si volontiers. En faisant croire que la source de nos problèmes (chômage et inégalités) se situe dans un «ailleurs», hier européen et aujourd'hui chinois, c'est l'impuissance du politique qu'on met encore une fois en scène.

(1) «Why Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization», *Journal of Economic Perspectives* (été 2004).

<http://www.liberation.fr/rebonds/227155.FR.php>

© Libération